

# L'emploi en Europe

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **73 (1981)**

Heft 2

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386052>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## L'emploi en Europe

L'Institut syndical européen à Bruxelles a publié récemment un rapport sur l'économie européenne d'ici 1985 ainsi que son propre «programme d'orientations pour une planification du plein emploi». Le rapport présente un aperçu détaillé du développement du marché de l'emploi d'ici 1985 ainsi que de l'évolution probable de la productivité et des changements dans la structure de l'emploi. Les principales conclusions du rapport sont les suivantes:

- Si la politique actuelle des gouvernements persiste, on prévoit que le chômage augmentera fortement en 1980 dans pratiquement tous les pays d'Europe occidentale. Il est probable que le chômage augmentera au cours de 1980 jusqu'à toucher 9 millions de travailleurs, soit 6,3% de la population active de l'Europe occidentale.
- Un objectif initial tendant à ramener le niveau du chômage à 2% dans la CEE devrait être fixé et réalisé d'ici 1985. L'objectif en ce qui concerne l'Europe occidentale considérée dans son ensemble pourrait être légèrement inférieur à 2%, en raison des niveaux de chômage plus bas enregistrés dans certains pays de l'AELE.
- Pour réaliser cet objectif, il serait nécessaire de créer d'ici 1980 10,8 millions d'emplois dans les pays CEE et 14,9 millions dans l'ensemble de l'Europe occidentale.
- La combinaison d'une croissance économique plus rapide, d'initiatives importantes en matière de politique industrielle en vue d'augmenter les investissements, d'une politique sociale adéquate et d'une réduction significative de la durée du travail pourrait permettre de faire disparaître l'écart structurel du marché de l'emploi d'ici 1985 et, finalement, de retourner à une situation de plein emploi.
- La croissance doit être orientée vers la création d'emplois. Un programme d'action en 10 points incluerait l'adoption de mesures dans les domaines suivants: amélioration des conditions de travail; programme de conservation d'énergie; exploitation des nouvelles sources d'énergie; amélioration des conditions de logement; protection de l'environnement; éducation et formation professionnelle; soins de santé; services sociaux; réduction des dépenses militaires; développement du secteur des loisirs.
- La réduction du temps de travail dans le cadre d'une croissance qualitative et quantitative doit constituer un élément essentiel d'une orientation pour une planification du plein emploi.
- Une telle orientation des politiques économiques pourrait conduire à la création de quelque 5 millions d'emplois supplémentaires dans l'industrie et de quelque 12,5 millions d'emplois supplémentaires dans le secteur tertiaire en Europe occidentale d'ici 1985.
- Il est nécessaire qu'un consensus politique soit obtenu au sujet des besoins de financement d'un tel programme.

CISL/Le Monde du travail libre